

Rapport financier 2010

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-François-de-l'Île-d'Orléans

Code géographique : 20005

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S5
États financiers audités	S6 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Marco Langlois, atteste la véracité du rapport financier

de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010.
(Nom de l'organisme)

Date 2011-02-18 Signature _____

Dernière modification : 2011-03-25 09:23:42

Réservé au ministère

938 317	75 673	528 361	,521
---------	--------	---------	------

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Informations sectorielles (1)	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	16
Charges par objets	17
État des résultats	18
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État de la situation financière	20
État des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers	22
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	23
Avantages sociaux futurs	24
Endettement total net à long terme	25
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	27
Analyse des charges	28

(1) Lorsque le rapport financier est non consolidé, les pages concernant les informations sectorielles ne s'impriment pas.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans au 31 décembre 2010 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Municipalité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, ces états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans au 31 décembre 2010, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de la dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Les prévisions des revenus et des charges ont été préparées sur la base d'hypothèses comptables, financières et statistiques; conséquemment, nous n'exprimons pas d'opinion sur ces prévisions.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que Municipalité de Saint-François-de-l'île-d'Orléans inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 15,16 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Mallette
SENCRL
Comptables agréés

CA auditeur permis no 7474

DATE 2011-02-18

Dernière modification : 2011-03-25 09:23:42

Réservé au ministère

938 317	75 673	528 361	0,521
---------	--------	---------	-------

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

Dernière modification : 2011-03-25 09:23:42

Réservé au ministère

938 317	75 673	528 361	0,521
---------	--------	---------	-------

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Budget 2010		Réalizations 2010		Réalizations 2009
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus					
Fonctionnement					
Taxes	1	530 689	530 811	530 811	509 460
Paiements tenant lieu de taxes	2	3 775	9 849	9 849	10 216
Quotes-parts	3				
Transferts	4	11 300	12 509	12 509	6 973
Services rendus	5	15 960	18 403	18 403	26 459
Imposition de droits	6	12 600	42 717	42 717	59 094
Amendes et pénalités	7	1 000	1 324	1 324	1 236
Intérêts	8	4 500	8 946	8 946	7 624
Autres revenus	9		2 152	2 152	1 141
	10	579 824	626 711	626 711	622 203
Investissement					
Taxes	11				
Quotes-parts	12				
Transferts	13		56 440	56 440	169 803
Autres revenus	14				
Contributions des promoteurs	15				
Autres	16				
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	17		56 440	56 440	169 803
	18	579 824	683 151	683 151	792 006
Charges					
Administration générale	19	309 692	299 517	3 296	279 225
Sécurité publique	20	148 129	145 064	3 145	139 114
Transport	21	71 996	58 349	6 665	52 373
Hygiène du milieu	22	65 710	67 172	67 172	64 517
Santé et bien-être	23				
Aménagement, urbanisme et développement	24	4 000	3 312	3 312	1 235
Loisirs et culture	25	42 720	14 445	6 513	27 317
Réseau d'électricité	26				
Frais de financement	27				
Amortissement des immobilisations	28	19 619	19 619	(19 619)	
	29	661 866	607 478		563 781
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(82 042)	75 673	75 673	228 225

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		2010		2009
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(82 042)	75 673	228 225
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	56 440 ) (	169 803)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(82 042)	19 233	58 422
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	19 619	19 619	14 367
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur	7			
	8	19 619	19 619	14 367
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	4 500) ())
	18	(4 500)		
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	37 397 ) (	28 471)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	21	66 923	62 416	24 442
Montant à pourvoir dans le futur	22			
Financement des investissements en cours	23			
	24	66 923	25 019	(4 029)
	25	82 042	44 638	10 338
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	26		63 871	68 760

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010		2009
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	56 440	169 803
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2 (	) ( 862 ) (	) ( 12 893)
Sécurité publique	3 (	) (	) ( 30 692)
Transport	4 (	) ( 8 840 ) (	) ( 130 474)
Hygiène du milieu	5 (	) ( 76 674 ) (	) ( 58 530)
Santé et bien-être	6 () () (
Aménagement, urbanisme et développement	7 () () (
Loisirs et culture	8 (	) ( 7 461 ) (	) ( 2 450)
Réseau d'électricité	9 () () (
	10 (	) ( 93 837 ) (	) ( 235 039)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11 () () (
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	12 () () (
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement 13			
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	37 397	28 471
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	16		36 765
	17	37 397	65 236
	18	(56 440)	(169 803)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	19		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010		2009
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	89 000	92 918	94 035
Charges sociales	2	25 405	13 335	12 490
Biens et services	3	214 649	311 798	286 647
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4			
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8			
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	139 606	161 358	148 579
Autres	10	68 435		
Autres organismes	11	105 152	6 000	2 340
Amortissement des immobilisations	12	19 619	19 619	14 367
Autres				
- Remise centre 9-1-1	13		2 450	5 323
-	14			
-	15			
	16	661 866	607 478	563 781

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
Revenus				
Taxes	1	530 689	530 811	509 460
Paiements tenant lieu de taxes	2	3 775	9 849	10 216
Quotes-parts	3			
Transferts	4	11 300	68 949	176 776
Services rendus	5	15 960	18 403	26 459
Imposition de droits	6	12 600	42 717	59 094
Amendes et pénalités	7	1 000	1 324	1 236
Intérêts	8	4 500	8 946	7 624
Autres revenus	9	2 151	2 152	1 141
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	581 975	683 151	792 006
Charges				
Administration générale	12	312 988	302 813	279 225
Sécurité publique	13	151 274	148 209	139 114
Transport	14	78 661	65 014	52 373
Hygiène du milieu	15	65 710	67 172	64 517
Santé et bien-être	16			
Aménagement, urbanisme et développement	17	4 000	3 312	1 235
Loisirs et culture	18	49 233	20 958	27 317
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20			
	21	661 866	607 478	563 781
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(79 891)	75 673	228 225
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		862 644	634 419
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		862 644	634 419
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		938 317	862 644

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(79 891)	75 673	228 225
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	()	93 837	(235 039)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	19 619	19 619	14 367
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur	6			
	7	19 619	(74 218)	(220 672)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10			
	11			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(60 272)	1 455	7 553
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13		250 336	242 783
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15		250 336	242 783
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16		251 791	250 336

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1	33 289
Placements temporaires	2	167 132
Débiteurs (note 5)	3	112 445
Prêts (note 6)	4	55 198
Placements à long terme (note 7)	5	
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	
Autres actifs financiers (note 9)	8	
	9	279 577
		276 112
PASSIFS		
Découvert bancaire	10	12 332
Emprunts temporaires	11	
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	11 794
Revenus reportés (note 11)	13	3 660
Dette à long terme (note 12)	14	
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	
	16	27 786
		25 776
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	251 791
		250 336
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 13)	18	686 526
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	612 308
Stocks de fournitures	20	
Autres actifs non financiers (note 15)	21	
	22	686 526
		612 308
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	938 317
Engagements contractuels (note 16)		862 644
Éventualités (note 17)		

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	75 673	228 225
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	19 619	14 367
Autres			
-	3		
-	4		
	5	95 292	242 592
Variation nette des éléments hors caisse			
Placements temporaires de plus de trois mois	6		
Débiteurs	7	(57 247)	(2 325)
Autres placements à long terme	8		
Autres actifs financiers	9		
Créditeurs et charges à payer	10	(1 854)	7 192
Revenus reportés	11	(8 468)	(16 956)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	12		
Propriétés destinées à la revente	13		
Stocks de fournitures	14		
Autres actifs non financiers	15		
	16	27 723	230 503
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	17	(93 837)	(235 039)
Produit de cession	18		
	19	(93 837)	(235 039)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21		
	22		
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23		
Remboursement de la dette à long terme	24	()	()
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29		
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(66 114)	(4 536)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	220 914	225 450
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹	32	154 800	220 914

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est constituée en vertu du Code municipal.

2. Principales méthodes comptables**A) Périmètre comptable**

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La Municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans applique la méthode de la comptabilité d'exercice.

Selon cette méthode, les revenus et les dépenses sont comptabilisés au cours de l'exercice où ont eu lieu les faits ou les événements. Ces transactions sont comptabilisées sans égard où elles sont réglées.

C) Stocks

S.O.

D) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût.

L'amortissement est calculé en fonction de leur vie utile selon la méthode linéaire aux taux suivants:

Infrastructures	2,50 % et 5,00 %
Bâtiment	2,50 %
Ameublement et équipement de bureau	10,00 % et 20,00 %
Machinerie et équipements	5,00 %

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

G) Montant à pourvoir dans le futur

S.O.

H) Autres éléments

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus nécessite l'utilisation d'estimations ainsi que la formulation d'hypothèses qui ont un effet sur les montants des éléments d'actif et de passif présentés, les postes de revenus et de dépenses afférentes. Les secteurs importants des états financiers qui requièrent l'utilisation d'estimations incluent les éléments de passif découlant de la provision pour contestation d'évaluation, provision pour mauvaises créances, provision pour réclamations et litiges en suspens et la durée de vie des éléments d'actif aux fins du calcul de l'amortissement. Par conséquent, les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2	92 132	87 625
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	46 832	22 192
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	40 424	7 102
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7		
Organismes municipaux	8		
Autres			
- TPS à recevoir	9	11 838	16 801
- Droits de mutation, intérêts	10	13 351	9 103
	11	112 445	55 198
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12		
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
(Passif) des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	()
	27	()
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	1 825
Autres régimes (REER et autres)	31	
Régimes de retraite des élus municipaux	32	1 020
	33	2 845
	<u>2 845</u>	<u>1 745</u>
		<u>1 038</u>
		<u>2 783</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	10 311	12 962
Salaires et avantages sociaux	38	1 263	686
Dépôts et retenues de garantie	39		
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Autres	42	220	
-	43		
-	44		
-	45		
-	46		
	47	11 794	13 648

Note

11. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49		
Autres			
- Transferts	50	3 660	12 128
-	51		
	52	3 660	12 128

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

2010

2009

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance	
	de	à	de	à
Obligations et billets en monnaie canadienne				53
Obligations et billets en monnaies étrangères				54
Autres dettes à long terme				
Gouvernement du Québec et ses entreprises				55
Organismes municipaux				56
Obligations découlant de contrats de location-acquisition				57
Autres				58
				59
Frais reportés liés à la dette à long terme				60 () ()
				61

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2010
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2011	62	70	78	87	95
2012	63	71	79	88	96
2013	64	72	80	89	97
2014	65	73	81	90	98
2015	66	74	82	91	99
2016 et +	67	75	83	92	100
	68	76	84	93	101
Intérêts et frais accessoires			85 ()		102 ()
	69	77	86	94	103

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

13. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	104	132		159		186		
Eaux usées	105	133		160		187		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	420 825	134	161		188		420 825
Autres	107		135	162		189		
Réseau d'électricité	108		136	163		190		
Bâtiments	109	112 263	137	7 460	164	191		119 723
Améliorations locatives	110		138	165		192		
Véhicules	111		139	166		193		
Ameublement et équipement de bureau	112	45 928	140	862	167	194		46 790
Machinerie, outillage et équipement divers	113	40 472	141		168	195		40 472
Terrains	114	34 454	142		169	196		34 454
Autres	115		143	170		197		
	116	<u>653 942</u>	144	<u>8 322</u>	171	198		<u>662 264</u>
Immobilisations en cours	117	<u>110 431</u>	145	<u>85 515</u>	172	199		<u>195 946</u>
	118	<u>764 373</u>	146	<u>93 837</u>	173	200		<u>858 210</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	119		147		174	201		
Eaux usées	120		148		175	202		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	83 553	149	10 673	176	203		94 226
Autres	122		150		177	204		
Réseau d'électricité	123		151		178	205		
Bâtiments	124	31 794	152	2 971	179	206		34 765
Améliorations locatives	125		153		180	207		
Véhicules	126		154		181	208		
Ameublement et équipement de bureau	127	23 712	155	3 113	182	209		26 825
Machinerie, outillage et équipement divers	128	13 006	156	2 862	183	210		15 868
Autres	129		157		184	211		
	130	<u>152 065</u>	158	<u>19 619</u>	185	212		<u>171 684</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	131	<u>612 308</u>				213		<u>686 526</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	214		217		219	221		
Amortissement cumulé	215	(_____)	218	(_____)	220	(_____)	222	(_____)
Valeur comptable nette	216	<u>_____</u>				223		<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
14. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	224	
Immeubles industriels municipaux	225	
Autres	226	
	227	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	
Note		
15. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance	230	
Frais reportés		
-	231	
-	232	
	233	
Note		
16. Engagements contractuels		
La Municipalité s'est engagée par contrats de déneigement jusqu'en 2011. Le solde des engagements au 31 décembre 2010 s'établit à 18 440 \$. De plus la Municipalité s'est également engagée par bail pour la location d'un photocopieur jusqu'en 2015 et le solde de cet engagement est de 7 714 \$.		
17. Éventualités		
a) Cautionnement et garantie		
S.O.		
b) Auto-assurance		
S.O.		
c) Poursuites		
S.O.		
d) Autres		
RESPONSABILITÉ SOLIDAIRE		
La Municipalité est responsable, solidairement avec les autres municipalités membres de la Municipalité régionale de comté de l'Île d'Orléans, des obligations de la Municipalité régionale de comté de l'Île d'Orléans.		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

18. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

19. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 93 179	75 433
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 158 612	174 903
Montant à pourvoir dans le futur	3 () ()	
Financement des investissements en cours	4	
Investissement net dans les éléments à long terme	5 686 526	612 308
	6 938 317	862 644
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés		
Excédent de fonctionnement affecté		
- Équilibre budgétaire	7 66 480	66 923
- Dépenses d'investissement	8	20 357
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
	14 66 480	87 280
Réserves financières		
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	21 89 354	84 854
Fonds parcs et terrains de jeux	22 2 778	2 769
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	23	
Société québécoise d'assainissement des eaux	24	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	25	
Fonds d'amortissement	26	
Financement des activités de fonctionnement	27	
Autres		
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32 92 132	87 623
	33 158 612	174 903

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	34 () (
Intérêts sur la dette à long terme	35 () (
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	36 () (
Régimes non capitalisés	37 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	38 () (
Autres	39 () (
Régimes non capitalisés	40 () (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41 () (
Autres		
-	42 () (
-	43 () (
	44 () (
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	45	
Investissements à financer	46 () (
	47	
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	48	686 526
Propriétés destinées à la revente	49	612 308
Prêts	50	
Placements à titre d'investissement	51	
Participations dans des entreprises municipales	52	
	53	686 526
		612 308
Éléments de passif		
Dette à long terme	54	
Frais reportés liés à la dette à long terme	55	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	56 () (
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	57 () (
	58	
Dette en cours de refinancement et autres éléments	59	
	60	
	61	686 526
		612 308

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2010	2009
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	_____
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	_____
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	_____
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	_____
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	_____
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	_____
Autres	30 _____	_____
-	31 _____	_____
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 <u>_____</u>	<u>_____</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 _____	55 _____	56 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2010	2009
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (_____) (_____)	
Charge de l'exercice	58 (_____) (_____)	
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 _____	
Passif à la fin de l'exercice	60 (_____) (_____)	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (_____) (_____)	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 _____	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (_____) (_____)	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	<u>2010</u>	<u>2009</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 1

Description des régimes et autres renseignements

Les employés de la municipalité participent à un régime de cotisation déterminée avec les employés de la Municipalité régionale de comté et des autres municipalités locales participantes de l'Île d'Orléans. Ce régime de retraite est un régime entièrement capitalisé et non assuré.

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89 1 825	1 745

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

		<u>2010</u>	<u>2009</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
93 Non

		<u>2010</u>	<u>2009</u>
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice	94	<u>1</u>	<u>1</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2010</u>	<u>2009</u>
Cotisations des élus au RREM	95	<u>302</u>	<u>350</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	96	1 020	1 038
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	97		
	98	<u>1 020</u>	<u>1 038</u>

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		Total
Dettes à long terme (note 12)	1	
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	
Autres		
-	6	
-	7	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Actif au titre des avantages sociaux futurs	12	
Autres déductions		
-	13	
-	14	
Endettement net à long terme	15	
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	16	32 500
Communauté métropolitaine	17	
Autres organismes	18	
Endettement total net à long terme	19	32 500
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	32 500
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TAXES		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	458 756	461 623	441 334
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	458 756	461 623	441 334
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	63 610	63 940	65 276
Autres				
-Secteur déneigement	14	1 838	1 838	1 770
-Compensation Roulottes	15	960	960	1 080
-Tenant lieu de taxes foncières	16	5 525		
Centres d'urgence 9-1-1	17		2 450	
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	71 933	69 188	68 126
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	71 933	69 188	68 126
	26	530 689	530 811	509 460

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34		
	35		
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		92
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
Biens culturels classés	39	3 700	3 717
	40	3 700	3 809
	41	3 700	3 809
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42	75	94
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43		
Taxes d'affaires	44		
	45	75	94
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50	6 015	6 407
	51	6 015	6 407
	52	3 775	10 216

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

TRANSFERTS	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53		
Sécurité publique			
Police	54		
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56		
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58		
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87		
Activités culturelles			
Bibliothèques	88		
Autres	89		
Réseau d'électricité	90		
	91		

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TRANSFERTS (suite)	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97		111 273
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110	56 440	58 530
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	56 440	169 803

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

TRANSFERTS (suite)		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132			
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	11 300	12 509	6 973
Programme d'aide financière aux MRC	137			
Autres	138			
	139	11 300	12 509	6 973
TOTAL DES TRANSFERTS	140	11 300	68 949	176 776

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

SERVICES RENDUS	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146		
Sécurité civile	147		
Autres	148		
	149		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151		
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156		
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158		
Réseaux d'égout	159		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	160		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168		
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172		
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177		
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180		
Réseau d'électricité			
	181		
	182		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183	11 460	13 676	552
Sécurité publique	184			
Transport				
Réseau routier	185			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186			
Transport adapté	187			
Transport scolaire	188			
Autres	189	3 000	3 227	
Autres	190			
Hygiène du milieu	191			
Santé et bien-être	192			
Aménagement, urbanisme et développement	193			
Loisirs et culture	194	1 500	1 500	25 907
Réseau d'électricité	195			
	196	15 960	18 403	26 459
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	15 960	18 403	26 459
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	2 600	2 095	2 595
Droits de mutation immobilière	199	10 000	40 622	56 499
Droits sur les carrières et sablières	200			
Autres	201			
	202	12 600	42 717	59 094
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	1 000	1 324	1 236
INTÉRÊTS	204	4 500	8 946	7 624
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres	211		2 152	1 141
	212		2 152	1 141

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Budget 2010		Réalizations 2010		Réalizations 2009
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	39 685	32 368	32 368	33 048
Application de la loi	2	74 096	73 324	73 324	86 377
Gestion financière et administrative	3	92 000	99 850	3 296	7 052
Greffé	4	3 500	84	84	29 714
Évaluation	5	20 100	24 424	24 424	
Gestion du personnel	6				
Autres	7	80 311	69 467	69 467	123 034
	8	309 692	299 517	3 296	279 225
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	97 887	100 194	100 194	93 222
Sécurité incendie	10	49 077	44 260	3 145	45 403
Sécurité civile	11	665	545	545	58
Autres	12	500	65	65	431
	13	148 129	145 064	3 145	139 114
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voie municipale	14	26 000	15 399	15 399	5 155
Enlèvement de la neige	15	29 396	29 868	29 868	28 317
Éclairage des rues	16	12 700	9 983	9 983	10 862
Circulation et stationnement	17	1 500	859	859	2 296
Transport collectif					
Transport en commun	18	2 400	2 240	2 240	2 340
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	71 996	58 349	6 665	3 403
				6 665	52 373

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Budget 2010		Réalizations 2010		Réalizations 2009
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23				
Réseau de distribution de l'eau potable	24				
Traitement des eaux usées	25				
Réseaux d'égout	26	2 068		2 068	
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	63 610	63 610	63 610	
Élimination	28				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	100			64 517
Tri et conditionnement	30	2 000	1 494	1 494	
Matières organiques					
Collecte et transport	31				
Traitement	32				
Matériaux secs	33				
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement	38				
Autres	39				
	40	65 710	67 172	67 172	64 517
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41				
Sécurité du revenu	42				
Autres	43				
	44				
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 000			1 235
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47	3 000	3 150	3 150	
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48				
Tourisme	49				
Autres	50				
Autres	51		162	162	
	52	4 000	3 312	3 312	1 235

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Budget 2010		Réalizations 2010		Réalizations 2009
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	4 700	2 564	2 564	5 260
Patinoires intérieures et extérieures	54				
Piscines, plages et ports de plaisance	55	4 500	3 411	3 411	5 034
Parcs et terrains de jeux	56	7 085	2 614	2 614	
Parcs régionaux	57	1 000	855	855	
Expositions et foires	58	1 000	803	7 316	12 684
Autres	59	18 285	10 247	6 513	22 978
60				16 760	
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62	4 000	4 198	4 198	4 339
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65	20 435			
66		24 435	4 198	4 198	4 339
67		42 720	14 445	6 513	27 317
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
68					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69				
Autres frais	70				
Autres frais de financement	71				
Avantages sociaux futurs	72				
Autres	73				
74		19 619	19 619	19 619	
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Conciliation des revenus de taxes	32
Revenus admissibles	33
Calcul du taux global de taxation réel	34
Évaluation non ajustée des immeubles imposables	34
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	36
Acquisition d'immobilisations d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme	37
Analyse de la charge de quotes-parts	38
Analyse de la rémunération	39
Analyse de l'activité « Eau et égout »	39
Analyse du coût des services municipaux	40
Acquisition d'immobilisations par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	42
Fonds de roulement - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012	50
Transmission électronique du rapport financier	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de Municipalité de St-François-de-l'Île-d'Orléans. Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Municipalité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la Municipalité de St-François-de-l'Île-d'Orléans a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL****Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

Mallette
SENCRL
Comptables agréés

CA auditeur permis no 7474

DATE 2011-02-18

Dernière modification avant dépôt : 2011-03-25 09:23:42

Dernière modification : 2011-03-25 09:23:42

Réservé au ministère

938 317	75 673	528 361	0,521
---------	--------	---------	-------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		530 811
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2		
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10
Revenus de taxes	11		530 811

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	530 811
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>530 811</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	2 450	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>2 450</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>528 361</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2010 ²	1	<u>101 975 160</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2010 ²	2	<u>100 845 911</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>101 410 536</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>528 361</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>101 410 536</u>
Taux global de taxation réel de 2010	6	[] [] , [5 | 2 | 1 | 0] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

À remplir uniquement si la municipalité applique la mesure de l'étalement de la variation des valeurs imposables découlant de l'entrée en vigueur du rôle (articles 253.27 à 253.35 LFM)

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2010 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2010 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Budget 2010	Réalizations 2010	Réalizations 2009
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	76 674	58 530
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Système d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		2 450
Autres infrastructures	11	8 840	161 166
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14	7 461	
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18	862	12 893
Machinerie, outillage et équipement divers	19		
Terrains	20		
Autres	21		
	22	93 837	235 039

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Infrastructures existantes			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	76 674	58 530
Infrastructures pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	27		
Usines de traitement de l'eau potable	28		
Usines et bassins d'épuration	29		
Conduites d'égout	30		
	31	76 674	58 530

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme				
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	24	47	70
Obligations et billets en monnaies étrangères	2	25	48	71
Autres dettes à long terme				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	26	49	72
Organismes municipaux	4	27	50	73
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	28	51	74
Autres	6	29	52	75
	7	30	53	76
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par la municipalité				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	8	31	54	77
Réserves financières et fonds réservés	9	32	55	78
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10	33	56	79
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11	34	57	80
De la municipalité (Société de transport en commun)	12	35	58	81
	13	36	59	82
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	37	60	83
Organismes municipaux	15	38	61	84
Autres tiers	16	39	62	85
Autres	17	40	63	86
	18	41	64	87
Prêts	19	42	65	88
	20	43	66	89
	21	44	67	90
<i>Déduire</i>				
Dette en cours de refinancement	22	45	68	91
	23	46	69	92

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
Administration générale				
Application de la loi	1	73 596		
Évaluation	2		24 424	29 714
Autres	3		73 324	54 348
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	2 400		
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	63 610	63 610	64 517
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	139 606	161 358	148 579

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale					
Cadres et contremaîtres	1	1,00	11	18	28
Professionnels	2		12	19	29
Cols blancs	3	1,00	13	20	30
Cols bleus	4	1,00	14	21	31
Policiers	5		15	22	32
Pompiers	6		16	23	33
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7		17	24	34
Élus	8	3,00	25	35	45
	9	7,00	26	36	46
	10	10,00	27	37	47
			24 534	1 982	26 516

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT »
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Revenus de transfert		
	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	
	Total		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	48	52	56
Réseau de distribution de l'eau potable	49	53	57
Traitement des eaux usées	50	54	58
Réseaux d'égout	51	55	59

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale										
Application de la loi	73 324	27	53	73 324	79	105	73 324	131		
Évaluation	24 424	28	54	24 424	80	106	24 424	132		
Autres	201 769	29	55	3 296	81	107	205 065	133	204 574	
	299 517	30	56	3 296	82	108	302 813	134	302 322	
Sécurité publique										
Police	100 194	31	57	100 194	83	109	100 194	135	100 194	
Sécurité incendie	44 260	32	58	3 145	84	110	47 405	136	47 405	
Sécurité civile	545	33	59	545	85	111	545	137	545	
Autres	65	34	60	65	86	112	65	138	65	
	145 064	35	61	3 145	87	113	148 209	139	148 209	
Transport										
Réseau routier										
Voie municipale	15 399	36	62	15 399	88	114	15 399	140	15 399	
Enlèvement de la neige	29 868	37	63	29 868	89	115	29 868	141	29 868	
Autres	10 842	38	64	10 842	90	116	10 842	142	10 842	
Transport collectif	2 240	39	65	2 240	91	117	2 240	143	2 240	
Autres		40	66	6 665	92	118	6 665	144	6 665	
	58 349	41	67	6 665	93	119	65 014	145	65 014	
Hygiène du milieu										
Eau et égout										
Approvisionnement et traitement de l'eau potable		42	68		94	120		146		
Réseau de distribution de l'eau potable		43	69		95	121		147		
Traitement des eaux usées		44	70		96	122		148		
Réseaux d'égout	2 068	45	71	2 068	97	123	2 068	149	2 068	
Matières résiduelles										
Déchets domestiques et assimilés	63 610	46	72	63 610	98	124	63 610	150	63 610	
Matières recyclables	1 494	47	73	1 494	99	125	1 494	151	1 494	
Autres		48	74		100	126		152		
Cours d'eau		49	75		101	127		153		
Protection de l'environnement		50	76		102	128		154		
Autres		51	77		103	129		155		
	67 172	52	78	67 172	104	130	67 172	156	67 172	

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être										
Logement social	157	172	187	202	217	232				
Sécurité du revenu	158	173	188	203	218	233				
Autres	159	174	189	204	219	234				
	160	175	190	205	220	235				
Aménagement, urbanisme et développement										
Aménagement, urbanisme et zonage	161	176	191	206	221	236				
Rénovation urbaine	162	177	192	207	222	237			3 150	
Promotion et développement économique	163	178	193	208	223	238				
Autres	164	179	194	209	224	239			162	
	165	180	195	210	225	240			3 312	
Loisirs et culture										
Activités récréatives	166	181	196	211	226	241			16 760	
Activités culturelles	167	182	197	212	227	242			4 198	
Bibliothèques	168	183	198	213	228	243		17 912	(17 912)	
Autres	169	184	199	214	229	244			3 046	
	170	185	200	215	230	245				
Réseau d'électricité										
	171	186	201	216	231	246		18 403	589 075	
		587 859	19 619	607 478	18 403	589 075				

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	93 837	235 039
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	93 837	235 039

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	75 433	123 596
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	75 433	123 596
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	63 871	68 760
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	7	(46 125)	(116 923)
Montant à pourvoir dans le futur	8		
Financement des investissements en cours	9		
	10	17 746	(48 163)
Solde à la fin de l'exercice	11	93 179	75 433
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	12	174 903	119 187
Redressement aux exercices antérieurs	13		
Solde redressé au début de l'exercice	14	174 903	119 187
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	15	(62 416)	(24 442)
Activités d'investissement	16		(36 765)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	17	46 125	116 923
Financement des investissements en cours	18		
	19	(16 291)	55 716
Solde à la fin de l'exercice	20	158 612	174 903

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Montant à pouvoir dans le futur		
Solde au début de l'exercice	21 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs	22	
Solde redressé au début de l'exercice	23 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	24 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	25 ()	()
Autres	26 ()	()
Régimes non capitalisés	27 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	28 ()	()
Autres	29 ()	()
	30 ()	()
Diminution de l'exercice	31	
	32	
Solde à la fin de l'exercice	33 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	34	
Redressement aux exercices antérieurs	35	
Solde redressé au début de l'exercice	36	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	37	
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	38	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	39	
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	40	
	41	
Solde à la fin de l'exercice	42	
Investissement net dans les éléments à long terme		
Solde au début de l'exercice	43 612 308	391 636
Redressement aux exercices antérieurs	44	
Solde redressé au début de l'exercice	45 612 308	391 636
Variation de l'exercice	46 74 218	220 672
Solde à la fin de l'exercice	47 686 526	612 308

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>100 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>100 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>100 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	1	2	3	4	5	6	7
	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement	Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
	8	9	10	11	12	13	14
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010		2009
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	27		
Montant à pourvoir dans le futur	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30		
	31		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	32		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Taxes sur la valeur foncière		Du 100 \$ d'évaluation
Taxes générales		
Taxe foncière générale (taux unique)	1	| 0 | , | 4 | 6 | 0 | 0 | \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	5	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	| | | , | | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	| | | , | | | | | | \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	12	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	| | | , | | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	| | | , | | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	19	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	| | | , | | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	| | | , | | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	26	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	| | | , | | | | | | \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels

(Montant fixe)

	Par unité de logement	
Eau	1	[][][][] , [][] \$
Égout	2	[][][][] , [][] \$
Eau et égout	3	[][][][] , [][] \$
Traitement des eaux usées	4	[][][][] , [][] \$
Matières résiduelles	5	[1][3][5] , [9][9] \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [][][] , [][][][] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Ordures Ébénisterie	275,0000	4	
Ordures camping	2 500,0000	4	
Ordures épicerie	555,0000	4	
Ordures restaurant	500,0000	4	
Ordures fermes	165,0000	4	
Ordures garage	390,0000	4	
Ordures roulottes	100,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne d'organismes contrôlés.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2010	7		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2010 des engagements en vertu du règlement concerné	8		\$
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11		\$
b) autres formes d'aide	12		\$
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2010 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	40 134 \$	
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18		\$
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19	418	20 <input type="checkbox"/>

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 337, chemin Royal
 (no) (rue)
Saint-François-de-l'Île-d'Orléans G0A 3S0
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 829-3100
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 829-1004
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel info@msfio.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Marco Langlois

Téléphone (418) 829-3100
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 829-1004
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel m.langlois@msfio.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Mallette SENCRL

Titre Comptables agréés

Adresse 3075, chemin des Quatres Bourgeois, 200
 (no) (rue)
Québec G1W 5C4
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 653-4431
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 656-0800
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

Responsable du dossier Alain Martineau CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
 (no) (rue)
 _____ (Municipalité) _____ (Code postal)

Téléphone _____
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2012

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2010

Facteur comparatif

Valeur uniformisée

1

2

3

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné(e), _____
(Nom) (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de
la péréquation de 2012 sont exacts.

(Signature)

(Date)

Dernière modification avant dépôt : 2011-03-25 09:23:42

Dernière modification : 2011-03-25 09:23:42

Réservé au ministère

938 317

75 673

528 361

0,521

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER

Je soussigné(e), _____, atteste que le rapport financier
 (Nom)
 de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, déposé lors
 (Nom de l'organisme)
 de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique au
 (Date)
 ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le _____.
 (Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 75 673 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel
 à la page S34 ligne 4 est de 528 361 \$

Signature _____ Date _____

Dernière modification avant dépôt : 2011-03-25 09:23:42

Dernière modification : 2011-03-25 09:23:42

Réservé au ministère

938 317	75 673	528 361	0,521
---------	--------	---------	-------

RAPPORT FINANCIER 2010 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
 1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier (page S3);
 2. Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers (page S6);
 3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
 4. Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel (page S31);
 5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012 (page S56);
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 6. Transmission électronique du rapport financier (page S57).

- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage
Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000 B) 6 800 000 C) 6 500 000 D) 1,4444

- A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)
- B) Excédent (déficit) de l'exercice (page S18 ligne 22)
- C) Revenus admissibles TGT réel (page S34 ligne 4)
- D) Taux global de taxation réel de 2009 (page S34 ligne 6)